



Déclaration de la FNEC FP-FO 33
CSASD Bilan 1er et 2nd degré – 17 octobre 2024

Madame la Directrice Académique,

Nous voici réunis pour faire le bilan de la rentrée 2024 ; un bilan toujours plus douloureux, rentrée après rentrée, en Gironde comme ailleurs. Un bilan qui doit ravir ses grands ordonnateurs, attelés avec minutie et précision à la découpe du service public, de son école et de ses acteurs ; une destruction organisée quels que soient les gouvernements avec des ministres toujours plus inspirés à nous faire danser sur la valse de nouveaux programmes et de nouvelles évaluations déposés tels des chrysanthèmes sur les différents corps de notre profession.

Sans surprise, le budget proposé jeudi dernier par le premier ministre Barnier est un budget d'austérité qui va s'en prendre aux services publics et en premier lieu à l'École. Face aux réactions indignées, ce gouvernement illégitime et antidémocratique brandit déjà la carte du 49-3.

Malgré ce constat indéniable, le gouvernement prévoit :

- Plus de 4000 suppressions de postes d'enseignants (- 3155 postes dans le premier degré public, - 180 postes dans le second degré public, - 700 postes dans l'enseignement privé)
- Aucune création de postes de personnels d'encadrement, de personnels infirmiers, d'assistants sociaux... alors que les équipes sont exsangues
- Aucune création de postes de personnels administratifs alors « les ministères chargés de l'éducation, de la jeunesse et des sports disposent d'une administration peu nombreuse au regard de l'effectif de leurs agents. Leur ratio gérants-gérés est ainsi de 0,6% soit 6 gestionnaires pour 1000 agents, de très loin le plus faible de l'ensemble de la Fonction publique d'Etat. » (Citation des LDG ministérielles).

La FNEC FP-FO 33 refuse cette saignée, exige l'annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires.

La soi-disant création de 2000 postes d'AESH, censée gommer 2000 suppressions de postes, est une gageure. Chacun sait que les AESH vivent toujours sous le seuil de pauvreté et qu'avec leurs conditions de travail dégradées, un poste créé n'équivaut pas à un personnel recruté, faute de candidats. Plus que jamais, seul un Statut et un vrai salaire pour les AESH permettrait de subvenir aux besoins.

De plus, le gouvernement cherche avec cette annonce à faire croire qu'il se soucie de la prise en charge des élèves en situation de handicap, tandis qu'il prépare l'acte 2 de l'École inclusive qui vise à démanteler l'enseignement spécialisé et les établissements sociaux et médico-sociaux. Rappelons qu'au moins 24000 élèves qui relèvent de ces structures n'y sont pas scolarisés faute de place. Et ce n'est pas la saignée de postes dans le premier degré qui pourvoit l'essentiel des postes spécialisés, qui va améliorer la situation, bien au contraire.

Cette Politique de l'Inclusion systématique a aussi des effets dévastateurs dans nos SEP, LP, EREA, établissements vers lesquels sont orientés à la sortie du collège une grande majorité d'élèves à besoins particuliers. En effet, faute de moyens, mais surtout et avant tout parce que de nombreux élèves ont un handicap absolument incompatible avec le métier qui leur a été choisi, nos collègues PLP nous disent ne plus être en mesure

de remplir leur mission, celle de former des citoyens ayant les outils nécessaires à une insertion professionnelle réussie. Cette politique maltraite tous les élèves et les personnels sont épuisés !

Devons-nous vous rendre un avis éclairé en Gironde, où dans le premier degré le CSASD de rentrée s'est tenu avec sur la table 3 postes restants ? Un sombre partage de rien pour faire face au manque croissant d'enseignants, spécialisés, remplaçants, AESH... Nous vous rappelons que certains corps comme celui du premier degré en Gironde ne connaissent pas de crise de recrutement, seulement une crise de précarité avec l'appel aux contractuels quand le réabondement de la liste complémentaire s'impose. D'ailleurs contrairement à la déclaration de M. Barnier, nous pouvons vous l'assurer, Mme la DASEN, les retraités ne reviendront pas ! Les retraités nous apportent leur soutien sur les revendications d'abrogation de la réforme des retraites, la hausse des salaires, le maintien des services publics car ils savent ce que nous endurons mais ils ne reviendront pas, ni en Gironde, ni ailleurs.

Concernant les documents du second degré, nous savons que les personnels de la DSDEN travaillent énormément mais nous ne pouvons pas analyser correctement les documents lorsqu'ils sont envoyés seulement deux jours avant l'instance.

Donc dans les collèges et les lycées :

- Le choc des savoirs entraîne des emplois du temps difficiles à réaliser pour les enseignants et pour les élèves.
- Dans beaucoup d'établissements des classes restent sans professeur principal. De nombreux collègues ont refusé cette fonction tant la charge de travail est devenue insupportable et en particulier avec l'organisation imposée par le Choc des savoirs.
- Le choc des savoirs s'est aussi mis en place au détriment des autres disciplines supprimant des dédoublements de classe en langues et/ou en science.
- Il manque aussi des AED, le nombre est insuffisant comme au collège Sainte Eulalie qui avait demandé 2 AED supplémentaires vu l'augmentation des effectifs et n'en a eu que 0,4.
- Il manque des AESH, à la rentrée, comme à Blaye... alors qu'on supprime des moyens dans les établissements médicaux-sociaux.
- Des postes sont non pourvus notamment en français, en mathématiques et en technologie à la rentrée (comme à Castelnau, Saint André de Cubzac, Carbon Blanc, Sainte Eulalie, ...) et il en manque toujours.
- Les classes sont trop souvent saturées ; ainsi les classes de sixième flirtent les 28 élèves et les dépassent, comme par exemple au collège d'Ambarès. Les autres niveaux flirtent avec des effectifs de 29 à 30, voire 31 comme au collège de Mios. Les collègues de ce collège se sont d'ailleurs mis en grève à la rentrée pendant deux jours et ont obtenu 11,5 h pour dédoubler quelques cours.
- Et si la ministre et l'administration locale tentent de promouvoir le Pacte comme solution interne au remplacement, le refus des collègues de participer à ce dispositif n'a toutefois pas du tout faibli, en témoigne la forte réduction du nombre de parts de Pacte dans les établissements.

A ce sujet, en audience, vous, la DSDEN, révélez vous-même la pénurie en reconnaissant « qu'on ne pourra peut-être pas en donner partout », il s'agit des moyens, car il faut des moyens supplémentaires aussi pour les lycées ou les groupes de spécialité dépassent allégrement les 40 élèves. Dans les lycées où les classes de

général flirtent avec les 35, où les classes de STMG sont chargées, où les classes de spécialités dépassent souvent les 35 élèves voire 38 suite à l'arrivée d'élèves pendant les vacances.

Des postes ne sont toujours pas pourvus non plus dans les lycées comme à Elie Faure dans lequel la rentrée a démarré avec un poste de mathématiques et un poste en français.

Et d'ailleurs comment faire face à ce manque de moyens quand il manque 3000 postes nationalement et que les étudiants, dégoûtés par les conditions de travail et les salaires dans l'Éducation nationale, boudent les concours ?

Comment faire face à ce manque de moyens lorsque les moyens alimentent plutôt l'éducation privée comme le révèle les sources du ministère avec un ratio Heure/Elève des lycées privés sous contrat supérieur à celui des lycées publics dans beaucoup d'académies – dont la nôtre. Ne faudrait-il pas que les fonds publics aillent uniquement aux établissements publics ?

Nous constatons enfin la poursuite de la territorialisation de l'école ; en effet, pas un collège n'appliquera de la même manière le « choc des savoirs » ; parfois ce n'est pas appliqué, parfois ce sont des groupes hétérogènes... Plus la réforme du « choc des savoirs » est appliquée, plus la désorganisation des collèges est grande !

Pour FO, une seule solution, il faut abroger le « choc des savoirs » et avoir enfin les moyens nécessaires et suffisants à la réduction des effectifs dans toutes les disciplines.

Fort des valeurs internationalistes de notre syndicat FO, nous profitons de toutes les instances où nous siégeons pour réitérer notre appel aux cessez-le-feu à Gaza, au Liban et en Ukraine où nos camarades enseignants et leurs élèves sont les premiers à payer le prix de guerres qui ne les concernent pas.

Enfin, notre nouveau Garde des Sceaux déclarait la semaine passée : « La France est un pays qui a besoin de justice...on ne pourra pas faire plus de justice avec moins de moyens pour la justice. » Il a raison Madame la DASEN, la France est un pays qui a besoin d'une grande et forte Ecole publique, mais on ne pourra pas faire une grande et forte Ecole publique avec moins de moyens pour l'Ecole publique. En Gironde comme ailleurs...

La FNEC FP FO 33 exige :

- L'annulation de ce budget d'austérité !
- La création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services !
- L'augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice ! Ouverture de négociations pour rattraper les 28,5% de pouvoir achat perdu depuis 2000 !
- L'abandon du « choc des savoirs », du SNU, de la réforme des lycées professionnels, du BAC Blanc, de Parcoursup et de toutes les mesures qui détruisent l'École !
- Un Statut, un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL et des PAS ! Abandon de l'Acte 2 de l'École inclusive et défense de l'enseignement spécialisé !
- L'abandon définitif du projet Guerini de destruction du Statut !
- L'abrogation de la réforme des retraites !

Frédéric Abramson, Frédéric Fernandez, Cindy Garcia,
Christophe Grimaux, Delphine Paillé et Camille Tastet
pour la FNEC FP-FO de la Gironde